

# LE PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DES INTÉRÊTS DÉMOCRATIQUES ET DU PROGRES SOCIAL.

**Prix d'abonnement** (Payable d'avance):  
3 mois, 8 fr.; 10 fr.; 12 fr.  
6 mois, 15 fr.; 19 fr.; 22 fr.  
Un an, 30 fr.; 36 fr.; 40 fr.

Le Peuple Souverain donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

On s'abonne, à Lyon, au Bureau du Journal, et à Paris, chez L. JOLIVET et C<sup>ie</sup> rue Notre-Dame-des-Victoires, 46.

Les Annonces se paient 25 c., et les Réclames 40 c. la ligne.

Lyon, le 6 Nivôse an LVII.

(De l'ère chrétienne, 26 décembre 1848.)

## Noël.

Il y a dix-huit siècles et demi, l'humanité offrait le spectacle de la dégradation la plus affligeante; les trois quarts des peuples étaient courbés sous le joug des Romains et avilis par l'esclavage; ceux-ci étaient plongés dans la plus affreuse débauche. Rome, foyer des sciences et des arts, était aussi le centre principal de la corruption. Il était permis aux boutiquiers de vendre du poison et d'étaler cette marchandise aux regards des amateurs; de grands et célèbres professeurs ouvraient des cours publics où ils enseignaient l'art de capter un testament; l'immoralité était un titre de gloire; chaque vice avait ses temples, ses autels et ses adorateurs. La jeune épouse, avant de s'approcher du lit nuptial, devait se rendre au temple de Vénus l'impudique, où, pour gagner sa dot, elles prostituaient pendant une journée entière, exposée aux injures grossières et aux profanations brutales des libertins qui ne manquaient pas de se rendre chaque jour en ce lieu pour assouvir leurs passions honteuses. Le vol, l'adultère, le meurtre, la ruse étaient mis au rang des vertus civiques chez les nations dégénérées.

Que va faire l'Eternel en cette occurrence? Lancer sa foudre sur les coupables? faire tomber, comme sur Sodôme et Gomorrhe, une pluie de feu sur Rome et les villes voisines? Non; le temps des vengeances est passé; c'est en moralisant les peuples, en relevant l'humanité de l'état humiliant de dégradation dans laquelle elle est tombée, que Dieu veut la conduire à ses destinées futures et rendre son œuvre, qu'il a faite à sa ressemblance, digne du sort qu'il lui réserve dans l'éternité.

Que pendant quelques jours encore la grande cité danse, chante et se livre aux plaisirs de la table et de la luxure; que les riches continuent quelques jours encore l'infâme exploitation de leurs semblables; que dans leurs fêtes sataniques ils fassent entrégorger leurs esclaves et qu'ils sourient à la vue du sang qu'ils font verser! Pendant ce temps, la décision suprême du Ciel s'accomplit. Une grande lumière vient d'apparaître à l'Orient, tous les trônes ont reçu une secousse; ils chancelent; les exploités ont pâli; un rayon d'espoir a brillé au cœur des esclaves, leurs fers pourrissent et tombent un jour. La femme d'un charpentier vient de donner le jour à un enfant, et c'est en cette faible créature, qui reçoit à sa naissance le nom de Sauveur, que réside l'espoir de l'humanité; c'est lui qui va affranchir les peuples par l'association et qui va proclamer à la face des tyrans étonnés les principes sacrés de liberté, d'égalité et de fraternité. Les anges font retentir les échos du son de leurs trompettes et annoncent à l'univers la bonne nouvelle de la délivrance; le peuple reprend courage et, dans sa joie, il s'écrie : Noël (bonne nouvelle)!

Pendant trente années, le fils du charpentier donne l'exemple

du travail et des vertus privées, et quand son heure a sonné, il commence son apostolat et les prédications des doctrines socialistes qui doivent le conduire aux persécutions et à la mort. Après s'être adjoint douze collaborateurs, il débute par un grand banquet socialiste, où il donne la nourriture à dix mille personnes accourues pour l'entendre. Là, on l'entend s'écrier : « Malheur aux riches et aux exploités; heureux ceux qui souffrent et qui ont faim, un jour ils seront rassasiés. Enfin, persécuté à cause de ses doctrines, et sentant que le moment n'était pas éloigné où il serait obligé d'imprimer par sa mort le sceau de la divinité et de la vérité aux principes que les réactionnaires et les bourgeois de ce temps-là appelaient utopies, il veut s'assoier une dernière fois au banquet fraternel avec ses douze apôtres; après quoi il va se livrer lui-même à ses bourreaux, sans se plaindre, sans même essayer de repousser la force par la force, ce qui ne lui eût pas été difficile; car, s'il eût fait un appel aux armes, cet appel eût été entendu. Il savait que la force n'établit rien de durable, et que la persuasion seule doit amener le triomphe des idées.

Minorité faible d'abord, le socialisme chrétien eut bientôt envahi l'univers; les premiers socialistes tenaient leurs clubs et leurs réunions secrètes la nuit, au fond des catacombes; persécutés, incarcérés, mis à mort, rien n'a pu abattre leur courage et leur énergie; l'idée est sortie victorieuse de la lutte, l'humanité régénérée reprit une vie nouvelle, et donna l'exemple de la morale la plus saine et des plus sublimes vertus.

Aujourd'hui l'enfer a repris le dessus, les prêtres du Christ ont fait pacte avec les exploités, ils se sont éloignés des vrais principes de l'Evangile; mais l'idée apparaît de nouveau à l'horizon; comme autrefois on persécute les apôtres de l'idée, on les enferme dans les cachots, on les met à mort, on les transporte.

Comme autrefois l'idée triomphera de toutes les résistances qu'elle rencontre; comme autrefois, la minorité persécutée deviendra majorité, et tous les peuples ne feront plus qu'une grande famille, une immense association, régie par une seule loi, l'Evangile, ne reconnaissant qu'un seul principe, la Fraternité. Et qui sait? la croix, instrument de supplice du socialiste divin, est devenu le signe de ralliement de tous les chrétiens; ne peut-ils passer faire qu'un jour le donjon de Vincennes soit le signe de ralliement de tous les frères et amis, de l'humanité toute entière? Alors, le jour anniversaire de la naissance du grand martyr de notre époque, du vertueux socialiste, de Raspail en un mot, deviendrait le Noël des nations modernes.

On nous assure que, dans plusieurs départements, les paysans ont réclamé, des percepteurs, l'application des 45 centimes aux derniers douzièmes de leurs impositions, et qu'au refus du percepteur de faire droit à leur demande, ils ont répondu à leur tour par le refus de satisfaire aux exigences fiscales. Cet imbroglio devait arriver : N'a-t-on pas bercé le peuple des campagnes de décevantes promesses? N'a-t-on pas parlé d'allègement d'impôts? Et doit-on être surpris de recueillir aujourd'hui le fruit des paroles que l'on a ensemencées. Les em-

barras commencent; l'on a propagé le mensonge, il engendrera de terribles difficultés, et de gré ou de force, soyez-en sûrs, il faudra bien en venir à s'attacher à la grande question du moment, la question financière; il faudra bien en venir à frapper à la porte du capital pour alléger la propriété. Là est le vrai fait révolutionnaire, là est la vérité.

## Élection du Président de la République.

Voici le résultat définitif et rectifié des élections dans les 86 départements (non compris l'Algérie).

|                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| Nombre des votants.           | 7,449,471 |
| Nombre de suffrages exprimés. | 7,426,252 |
| La majorité est de.           | 3,713,127 |
| Louis-Napoléon Bonaparte.     | 5,534,520 |
| Général Cavaignac.            | 1,448,302 |
| Ledru-Rollin.                 | 371,431   |
| Raspail.                      | 36,964    |
| Lamartine.                    | 17,914    |
| Changarnier.                  | 4,687     |
| Voix diverses.                | 12,434    |

Total égal aux suffrages exprimés. 7,426,252  
Bulletins blancs ou inconstitutionnels. 23,219

Total égal au nombre des votants. 7,449,471

## Grande revue du 24 décembre.

On nous écrit de Paris :

« Ce matin, les corps qui perchent dans les terrains vagues de Paris, ont été réveillés par le tambour plus matinal qu'eux. Le rapport était battu avec une telle frénésie, et les coups de baguettes éprouvaient quelquefois de telles variations, que beaucoup de gens ont cru entendre la générale.

« Cette idée a d'autant plus trouvé les esprits disposés à l'accueillir, que dans la soirée d'hier, le bruit qu'on devait aujourd'hui proclamer Louis-Napoléon empereur, avait pris une grande consistance. D'après ce projet, qui était à peu près l'unique sujet de conversation dans les lieux publics, la garde nationale devait d'abord faire entendre le cri séditieux de : *Vive l'empereur* ! l'armée, qu'on avait gagnée d'avance, joindrait ses acclamations à celles de la garde civique, et si la résistance n'était pas trop grande, à midi Louis Napoléon serait installé aux Tuileries.

« C'est au milieu de ces préoccupations qu'une foule innombrable s'est rendue ce matin au jardin des Tuileries, par où devait commencer la revue. Grande a été la déconvenue, lorsqu'on a trouvé les grilles fermées et que les sentinelles ont répondu que les uniformes seuls ou la police pouvaient pénétrer dans le jardin. Aucune tentative pour forcer les grilles n'a été faite, mais des groupes nombreux se sont formés sur la rive droite de la Seine, tout le long de la terrasse du Bord-de-l'Eau, dans la rue de Rivoli, le long de la terrasse des Feuillants et sur la place de la Révolution, autant que les forces armées le permettaient.

« L'anxiété des esprits était vive et sur les visages se peignaient les sentiments les plus divers. Tout le monde semblait

## Feuilleton du Peuple Souverain.

### UNE SINGULIÈRE HISTOIRE.

— Comment, un misérable artiste, un va-nu-pieds, s'aviserait d'aimer ma fille, de séduire Hannah?... Malheur à cet homme ! je lui fais sauter le crâne à l'instant même.

— Sans compter que vous ferez bien, milord.

— Et voilà votre noblesse de sentiments ! s'écria Marchestral, qui se coua le dandy avec fureur par son habit de chasse. Vous ignorez donc, Monsieur, ce que c'est que la reconnaissance? Oubliez-vous que ce jeune homme m'a sauvé de la mort?

— Mais, cher oncle, vous disiez vous-même...

— Et vous, Monsieur, vous me jugiez capable d'exécuter une menace dictée par le trouble et la colère?... Coudoiez-moi vers le coupable... Je lui donne cent mille francs et je le chasse.

— C'est beaucoup trop, milord.

— Voudriez-vous que l'on pût m'accuser d'ingratitude?

— Mais, en lui offrant le quart de cette somme, on admirera votre générosité.

— Puisqu'il en est ainsi, je lui donne deux cent mille francs, pour vous apprendre qu'on ne doit pas compter avec son cœur.

— Aye ! pensa le neveu, il est temps de me taire.... Ce diable d'oncle me ruinerait, c'est sûr !

Ils approchaient de la demeure du garde-chasse. Par une éclaircie de la baie, ils purent tout voir et tout entendre.

Les amants étaient assis l'un près de l'autre.

Hannah pleurait à chaudes larmes, pendant qu'Ernest se livrait à lui-même un violent combat, pour ne pas céder à cette douleur d'amarante qui venait affaiblir encore sa résolution. Il avait annoncé son départ, et la jeune fille, dont il sentait la main trembler dans la sienne, le suppliait de ne pas l'abandonner à l'infortunée inévitable que lui réservait un odieux mariage.

— Restez, mon ami, restez, je vous en conjure ! disait-elle en levant sur Ernest sa paupière humide. J'avouerai tout à mon père : je lui dirai

que je vous aime et que je déteste mon cousin. Vous croyez donc milord bien inflexible? Moi, je connais son cœur... Il ne voudra pas le désespoir de toute ma vie.

Derrière la baie, Marchestral s'essuyait les yeux.

— Ne vous attendrissez pas, mon oncle... Pouvez-vous accorder votre fille à ce freluquet?

Le jeune artiste laissa retomber la main d'Hannah. Son cœur battait avec force, et de larges gouttes de sueur découlaient de ses tempes.

— Mon Dieu, murmura-t-il, je dois donc tout lui dire !

— Ernest ! s'écria la jeune miss, il est impossible que vous m'abandonniez !

— Ecoutez, Hannah, répondit-il, en faisant appel à tout son courage, il faut vous confier un secret que vous sauriez tôt ou tard... un secret qui vous fera comprendre et approuver ma résolution. Je ne vous demande qu'une grâce, et je vous la demande à genoux ! Lorsque je vous aurai fait cet aveu, lorsque vous ne pourrez plus m'aimer... Oh ! du moins, Hannah, ne me méprisez pas !

— Mon ami, taisez-vous... taisez-vous !... J'ai peur !

— Vous m'avez cru jusqu'ici un pauvre artiste sans nom, sans fortune... c'était vrai. Vous m'avez cru sans famille, et je vous ai laissée dans cette persuasion... car il m'eût été trop affreux de rougir devant vous. Aujourd'hui cependant, je dois m'y résoudre... il le faut !... Hannah, je porte un nom déshonoré !

— Grand Dieu ! qu'osez-vous dire ?

— Ah ! reprit Ernest en comprimant à deux mains sa poitrine, cette tache à mon nom, ce n'est pas moi qui l'ai faite ! Je suis un honnête homme, et cet aveu vous le prouve... Mais les préjugés sont là ! les préjugés qui flétrissent un fils en lui jetant à la face les fautes de son père... les préjugés, qui me rendent peut-être maintenant à vos yeux un objet d'horreur ! — Du moins, ajouta-t-il d'une voix déchirante, j'aurai la consolation d'avoir accompli un devoir.

— Pauvre enfant ! se dit Marchestral, tu ne méritais pas cette honte, car tu es l'âme noble et pure !

Il vit sans colère sa fille, un instant effrayée sous le coup de cette révélation imprévue, s'élançant dans les bras d'Ernest, en s'écriant :

— Vous m'avez mal jugée... Je vous estime, je vous aime !... Oh ! oui, je t'aime toujours !

— Il est temps de paraître... Venez, milord, venez ! dit le neveu, dont un étrange soupçon traversait l'esprit.

— Non... laissez-moi ! répondit Marchestral.

Sur ces entrefaites arriva Rosine, qui se précipita tout émue vers les deux amants.

— Enfin je vous trouve ! s'écria-t-elle. Nous sommes seuls... je sais tout ! M. Ernest veut partir, parce qu'on a décidé que Mademoiselle épouserait son cousin... Or, elle ne l'épousera pas, attendu que ce misérable n'est pas le neveu de milord.

— Qu'est-il donc ? s'écrièrent à la fois les deux jeunes gens.

— Un forçat !

— Oh ! reste, infâme !... et silence ! dit Marchestral saisissant avec rage le bras du faux neveu, qui voulait fuir.

— Si j'ai quitté Toulon pour venir à Paris, continua Rosine, c'est parce que mes parents me faisaient débiter du rogomme aux galériens... Dieu sait comme ces êtres-là me faisaient peur ! Il me semblait reconnaître celui-ci, néanmoins je n'en étais pas bien sûre. Mais ce matin, je suis entrée dans sa chambre. Il venait de partir pour la chasse. Le hasard a fait tomber de l'une des poches de l'habit qu'il portait hier des papiers dont la lecture ne m'a plus laissé d'inertitude... John est allé chercher les gardarmes.

Marchestral tira son couteau de chasse et dit à son prisonnier.

— Si tu remues, je te fends la tête !

Il se disposait à le trainer dans la pépinière, pour le couvrir de honte en face de tous. Mais Rosine avait amené du château une vieille paysanne, qui s'était tenue à l'écart pendant la confidence.

Milord la vit courir à Ernest et le presser avec effusion contre son cœur.

— Ah ! disait-elle en pleurant, je le retrouve enfin, ce cher garçon !... Embrasse-moi... là... encore !... méchant ! Voici deux jours que tu as eu le courage de me causer une semblable inquiétude ? Je te cherchais hier à Paris, au moment où sir James Werpold me faisait demander... Le petit garçon rouge a dit qu'il avait à présent un autre nom... Mais c'est égal ! Il fallait m'annoncer tout bonnement que tu étais chez ton oncle, au lieu de m'écrire une lettre à laquelle je n'ai pas compris un mot... Tu pâlissais, mon garçon ?... Vous pâlissiez, Mademoiselle ?... Ai-je dit quelque chose qui vous fassé de la peine ?

— Vous !... ma cousine !... Est-il vrai, mon Dieu ? s'écria le jeune artiste en tombant aux genoux de la fille du lord.

— Eh ! mais, ce doit être là ma petite Hannah ! dit Madeleine. Je suis aussi votre nourrice... Embrassez-moi donc, chère enfant !

— Mon ami, murmura la jeune fille, qui n'osait croire à tant de bonheur, de grâce expliquez-moi...

dans l'attente d'un grand événement. Cependant, rien que de très ordinaire ne s'est passé. Le citoyen Bonaparte a paru à cheval, escorté de ses deux cousins et d'officiers d'état-major. Le président de la République montait un très-beau cheval, qu'il maniait avec beaucoup d'adresse.

Il était revêtu de l'uniforme de lieutenant-général de la garde nationale, et sur sa poitrine s'étalait la grande croix de la Légion d'Honneur.

Les uns ont vu dans ce double souvenir de l'empire et de la royauté de Louis-Philippe, des signes qui flattaient leurs tendances à la monarchie; d'autres au contraire qui trouvaient que l'homme est d'autant plus coupable de violer les lois qu'il est plus élevé par le rang, blâmaient hautement le président de la République de s'être paré d'un costume et d'une décoration que les institutions républicaines ne lui donnaient pas le droit de porter.

On a vu, il y a quelques jours, que le général Cavaignac avait donné à Louis Napoléon l'avis du projet d'attentat contre sa personne. Nous ne savons ce qu'il y a de vrai dans ces rapports que la police aurait faits à l'ex-chef du pouvoir exécutif; mais nous pouvons affirmer que Louis Napoléon, prenant la nouvelle au sérieux, a pris les précautions les plus minutieuses pour se mettre à l'abri d'un assassinat.

Ce n'est pas seulement devant sa maison que sont placées les sentinelles; il y en a à chaque pas dans l'intérieur de l'hôtel, et on assure même que de nombreux agents de police en habits bourgeois et dissimulés dans les appartements, ont pour mission spéciale de veiller à la sûreté personnelle du président.

Cependant le citoyen Bonaparte a semblé vouloir prouver aujourd'hui qu'il n'avait aucune peur d'un attentat. Pendant qu'il parcourait les rangs de la garde nationale qui stationnait dans le jardin des Tuileries, il a affecté de laisser son escorte à une certaine distance, et de traverser les haies de bayonnettes ayant près de lui ses cousins seulement et un officier d'état-major, aux cris répétés de : *Vive Louis Napoléon!* auxquels se mêlaient les cris non moins répétés de : *Vive la République!* *Vive la République démocratique et sociale!* Le président, tenant toujours son chapeau à la main, répondait par des salutations qui nous rappelaient passablement celles du duc d'Orléans et de son auguste père.

Malgré tous les bruits qu'on avait fait courir, nous n'avons pas entendu un seul cri de : *Vive l'empereur!* Nous avons même remarqué que, dans les rangs de l'artillerie parisienne, le cri de *Vive Louis-Napoléon* ne s'est aucunement mêlé aux cris de : *Vive la République!* *Vive la République démocratique et sociale!* *Vive la République sociale!*

D'où vient que tant de projets liberticides se sont honteusement évanouis? Probablement de ce que les républicains instruits à temps des vices coupables de nos ennemis avaient partout donné le mot dans la journée d'hier pour que les démocrates s'opposassent par la force, à une tentative criminelle. Peut-être aussi l'armée a-t-elle paru aux réactionnaires moins bien disposée à détruire la République qu'elle ne l'avait été à voter pour le citoyen Bonaparte.

Enfin, il se pourrait que le président, ayant plus de tact qu'on ne feint de le croire dans le camp de la réaction, eût compris que dans un pays aussi démocratique que la France, rêver une autre forme de gouvernement, que la forme républicaine, serait un nouvel acte de folie dont il ne veut pas accepter le ridicule gratuit.

Quoi qu'il en soit, la revue, favorisée par un temps magnifique et qui s'est tout-à-coup singulièrement adouci, a été passée au milieu d'un concours immense de peuple. Aux uniformes de la garde nationale, à ceux de toutes les troupes de la garnison, s'étaient mêlés quelques uniformes de l'Empire, portés par de vieux soldats de ces temps héroïques.

Mais la population, tout en admirant les couleurs et la forme pittoresque de ces costumes d'autrefois, semblait dire que s'ils rappelaient des souvenirs de gloire, ils rappelaient aussi des temps d'oppression et de despotisme, avec lesquels elle n'avait nulle envie de révenir.

### Le nouveau ministère.

Votons pour Louis Bonaparte, s'écriait un jour la *Presse*, car Louis Bonaparte, c'est l'inconnu.

Or, le nouveau président n'est déjà plus l'inconnu aujourd'hui; et il n'est pas difficile d'avoir la mesure de ce qu'on peut en espérer d'intelligence, de profondeur, de hardiesse et de républi-

canisme. Il se résume tout entier dans le nouveau ministère qu'il vient de choisir.

Ministre de la justice, président du conseil, Odilon-Barrot! Pour celui-là, nous le connaissons suffisamment; c'est la dupe des dix-huit ans, le commissaire battant et battu de la parade jouée par Guizot, Duchatel, Thiers et autres pantins au profit de Louis-Philippe; c'est le lâche promoteur du banquet du 23 février, qui laissa toute la partie la plus active de la population de Paris livrée aux sabres des dragons, au lieu d'aller au rendez-vous que lui-même avait assigné; enfin c'est le dernier homme que l'ex-roi tenta de placer entre lui et la République, comme un dernier obstacle, comme un dernier rempart.

Eh bien! voilà le premier ministre du Président. Nous revêtons au 24 février, à midi; il n'y a rien de changé, qu'un roi de moins et un président de plus, un chasseur-croisé entre Louis-Philippe et Louis Bonaparte, par suite duquel l'un a pris la place de l'autre, le premier à Londres, comme exilé, le second à Paris, comme quasi-roi.

Quant aux autres ministres, c'est bien le plus bizarre assemblage qu'il soit possible d'imaginer. Il n'y a d'accord que pour la nuance monarchienne, qui est à peu près la même pour les membres du cabinet. Le plus fort républicain du lieu n'est autre, en effet, que le citoyen Bixio, inventé par son ami et son collègue en librairie, le citoyen Pagnerre, qui lui confia, dans les derniers jours de mars, un petit emploi à l'Hôtel-de-Ville.

Or, ce Bixio était, avant le 24 février, membre du comité électoral de la gauche dynastique. Quel républicain! Depuis, à l'Assemblée nationale, à l'occasion des journées de juin, il fit preuve de courage, cela est vrai; mais en fait de politique et de socialisme, il est à l'A B C des Garnier-Pagès, des Duclerc, des Pagnerre et autres Barthélemy plus ou moins Saint-Hilaire.

Si les républicains, même de la nuance la plus effacée, n'ont pas lieu d'être fort satisfaits de la part qui leur est faite, les légitimistes du moins ne pourront pas se plaindre. Ils ont l'instruction publique et les cultes par l'entremise du citoyen de Falloux, l'un de leurs plus fougoureux coryphées; plus, la marine, par les mains du citoyen de Tracy. Tous les autres sont d'anciens royalistes plus ou moins conservateurs. Nous avons cependant remarqué avec étonnement l'absence de Fould le *satisfait*, le *pritchardiste*; espérons que son tour viendra.

Ajoutons à cette nomenclature le digne maréchal Bugeaud; nommé général en chef de l'armée des Alpes, et l'illustre Changarnier, commandant de toutes les troupes qui composent la garnison de Paris, y compris la garde nationale.

Et voilà les hommes qui vont présider aux destinées de la France, après une Révolution faite, en grande partie, pour les expulser, eux et leurs patrons, des positions qu'ils occupaient. En face d'un pareil ministère, notre conduite et celle de tous les démocrates est tracée à l'avance. Nous combattons le royalisme par toutes les voies de droit. Mais nous le déclarons, nous aimons encore mieux avoir en face de nous le cabinet actuel que celui auquel il succède, car il nous convient mieux de combattre des ennemis avoués que des traîtres. Les traîtres sont tombés, comme cela leur était dû, dans le mépris et l'indifférence publique; justice est faite. Les ennemis sont là debout et triomphants; justice est à faire, — elle se fera.

### Nouvelles du Ministère.

Le citoyen Louis Bonaparte est dans une impasse. Le prisonnier de Ham comprend toutes les nécessités de l'amnistie, mais croyez-vous qu'il en soit de même du citoyen Rulhière, le mitrailleur, du citoyen Rebillot, du citoyen Odilon Barrot lui-même, et enfin du citoyen Malleville, qui prendra ses inspirations auprès du citoyen Thiers, l'homme de la rue Transno-

non? Non, certes. Le citoyen Louis Bonaparte veut l'amnistie, le conseil refuse. Le citoyen Louis Bonaparte cède, et cependant il nous a dit dans son programme qu'il lutterait également contre la réaction et contre les utopies.

Nous félicitons le président de la République de cette douce tendance et l'engageons à mettre au rang des utopistes ceux qui voudraient tenter le retour d'une monarchie quelconque.

Ce mot de réaction a mis en émoi la rue de Poitiers, et le citoyen Bonaparte pourrait bien s'apercevoir, dès les premières séances de l'Assemblée nationale, que cette fraction de la représentation lui sera hostile.

Où, le citoyen Bonaparte est dans une impasse, il y a pour

lui impossibilité matérielle et morale d'assimiler à la République que les meneurs de l'opposition dynastique.

Avec eux il sera fatidiquement conduit à marcher de coups d'Etat en coups d'Etat, et l'on sait en France où mènent les coups d'Etat.

Le citoyen Louis Bonaparte représente, par son nom, la volonté populaire; c'est-à-dire la négation de l'hérédité princière; il représente l'ordre, la nationalité, la protection pour le faible, la dignité envers l'étranger. Or, tout cela n'est point la pensée des hommes qui veulent la paix à tout prix; or, tout cela n'est pas la pensée des hommes qui ont laissé écraser la Pologne et qui aujourd'hui proclament encore les nécessités de la paix, en présence des égorgements de la Sicile, de Naples et de l'Autriche. Le citoyen Bonaparte peut prendre un haut rang en Europe; il peut, serrant ces mots de son oncle : *La République est comme le soleil; avec elle qui ne la voit pas*, il peut prémunir l'Europe contre l'envahissement des nouveaux barbares, en jetant à l'avance, dans la balance où se pèsent les destinées du pays, l'épée de la France, en protégeant les peuples que menace la lance des cosaques, et qui nous servent encore d'utiles remparts; en maintenant dans les limites de son empire ce colosse du Nord qui veut dégorger sur nous les immondices de sa population; enfin, en s'appuyant sur la pensée révolutionnaire qui agite le monde. S'il en est autrement, la France marchera de crise en crise jusqu'à l'anéantissement de toutes ses libertés, de son industrie, de sa puissance, soit sous le fléau de l'anarchie, soit sous le glaive du despotisme.

Le citoyen Bonaparte a choisi un ministère impossible; qu'il le comprenne, et qu'il vienne franchement aux hommes qui veulent assurer le triomphe de la liberté, de l'ordre et de la dignité nationale.

### Les quatre lettres du citoyen Girardin.

Après l'illustre Alexandre Dumas, ou plutôt avant, car ce dernier n'est que le plagiaire, le copiste de celui que nous allons nommer, le citoyen Emile de Girardin, en qualité de chaud partisan de la candidature de Louis Bonaparte, veut aussi donner des conseils à celui qu'il a si bien servi. Dans ces conseils, il y a du bon, nous ne craignons pas de le dire; mais il y a aussi de l'excentrique, et c'est ce que nous allons aussi examiner.

Le citoyen Girardin, après avoir dit qu'il faudrait relever de l'exil le comte de Chambord, l'ex-roi Louis-Philippe, l'ex-duc de Joinville et l'ex-duc d'Aumale, s'écrie : « Ce serait l'occasion d'écrire quatre lettres dont l'histoire conserverait le souvenir. »

Nous adoptons cette idée, et pour y aider autant qu'il est en nous, voici quatre modèles de lettres que nous proposons au citoyen Girardin et à son illustre patron :

#### I.

##### Lettre au comte de Chambord.

Monsieur,  
Vous êtes l'enfant du miracle, et il ne vous manque que d'être le fils de Dieu pour être un nouveau Jésus. Vous n'avez fait qu'une seule chose spirituelle dans votre vie, c'est de vous casser simplement la jambe où d'autres se seraient peut-être cassé la tête, en tombant de cheval. Vous n'êtes donc pas fort à craindre. Mais il y a en France quelques vieux fous comme M. l'abbé de Genoude, des intrigants, des faiseurs de talons rouges qui rêvent toujours à l'OEIL-de-Bœuf. Vous présent, ces gens-là trouveraient moyen d'abuser de la crédulité de quelques bons campagnards, et leur feraient faire quelque sottise. Il est donc prouvé que vous restiez où vous êtes, et je vous y invite formellement.

Signé : Le président de la République.

#### II.

##### Lettre à l'ex-roi Louis-Philippe.

Mon cher Egalité,  
Vous m'avez retenu prisonnier pendant sept années, et vous m'avez même refusé la faveur d'aller fermer les yeux de mon vieux père mourant. De plus, vous avez gangrené la France par dix-huit ans d'inflamie et de corruption. Vous ne méritez donc aucune pitié. Votre parent, Louis XVI, avait fait moins que vous pour mériter son sort. Veuillez donc ne jamais revenir en France où vous seriez exposé à plus d'un danger.

Signé : Le président de la République.

#### III.

##### Lettre au vice-amiral Joinville.

Citoyen.  
Votre naissance vous avait fait amiral et vous vous étiez montré digne de ce bonheur. Votre naissance aujourd'hui vous fait exilé, et vous vous montrez également digne de cette infortune. Dans quelques années,

— Pourquoi donc faire des explications? interrompit Medeleine. C'est votre cousin, le neveu de sir Jan s Werpold... Vous êtes tous les deux mes enfants... Je vous ai nourris de mon lait, mes pauvres anges!

— A la bonne heure, dit Rosine, je comprends cela.

John s'était chargé d'aller chercher main-forte à Sèvres. Après s'être acquitté de cette commission, il venait d'escalader les murs du parc, afin d'arriver plus vite à la maison de garde, où il savait devoir retrouver Rosine.

Il aperçut le forçat, qui se débattait entre les mains de milord, pour échapper par la fuite au châtiment que méritait son audace.

Le fidèle domestique courut au secours de son maître et terrassa d'un bras robuste celui qu'il avait si bien jugé.

Bientôt lord Marchestal fut dans les bras de son véritable neveu, et nous renouons à peine de cette scène attendrissante, cette joie qui n'aurait pas eu de mélange d'amertume, s'il n'eût fallu s'occuper de l'homme odieux qui seul avait plégué cette famille dans le déshonneur.

John le traîna dans la cave du garde-chasse, en attendant l'arrivée de la force publique.

### CONCLUSION.

Les papiers trouvés sur le forçat prouvent qu'un innocent avait succombé sous le poids de la honte, après avoir passé dix ans de sa vie dans un bagne à respirer l'atmosphère du crime.

Une lettre que nous balancerions à reproduire, si elle n'était indispensable à l'intelligence de cette histoire, avait été écrite, le même jour, par le prisonnier John à son véritable complice.

La voici dans tout son révoltant cynisme :

« Gare au tigre!... Il n'est plus en cage, et devrait bien te faire sentir sa griffe pour se venger de ton ingratitude. Ça, voyons, que me reviens-il de t'avoir épargné? Que sont devenus les cinquante billets de banque trouvés dans le secrétaire du baron? J'ai payé, ce me semble, assez cher ma part de prise, et cependant, contre toutes les règles de la délicatesse, tu m'as gardé pour toi. Suppose que j'écrive le billet doux suivant :

« Monsieur le procureur général,

« Vous avez fait une bonnette absurde en exhortant le jury à condamner Pierson. Si mes aveux sont tardifs, ils auront du moins le mérite de la franchise.

« Voici comment les choses se sont passées.

« Quelques mois avant le meurtre, j'avais pour compagnon de débâche... (ici les noms, prénoms et qualités). Comme nous manquions d'argent l'un et l'autre et que la surveillance active de M. Pierson, dont j'étais le caissier, me permettait de rares soustractions, mon honorable ami (voir plus haut les noms, prénoms et qualités) me conseilla de faire la cour à la patronne, affirmant qu'elle ne me laisserait pas manquer d'espèces, si je me conduisais galamment à son égard. Mme Pierson était jolie, j'en devins amoureux fou; mais elle accueillit ma tendresse avec des manières méprisantes dont je résolus de me venger.

— Si tu as du cœur elle est à toi, me dit alors mon honnête conseiller.

— Comment faire?

— D'abord de ne pas nous compromettre et te débarrasser du mari. Le baron de M... n'a-t-il pas placé chez Pierson 300.000 en viager? C'est un vilain avare dont le chenil est pavé d'or... tu comprends? On accusera celui qui a le plus d'intérêt à lui voir prendre la route du Père-Lachaise, Pierson ne l'échappera pas, et sa veuve...

« Mais assez là-dessus, monsieur le procureur général. Vous savez le reste. Mon complice jura des jambes; moi, je fus arrêté.

« Pendant le cours des débats, je feignis l'idiotisme, et un innocent partagea ma juste condamnation.

« S'il ne vous répugne pas, au bout de dix années, d'exhumer un cadavre, je vous atteste que la mâchoire du baron s'adaptait fort exactement à une morsure qui se trouve sur le bras gauche de mon honorable ami. (Les salutations d'usage et ma signature... mais pas mon adresse.)

« En transmettant de pareilles révélations au parquet, veux-tu me dire si je ne serais pas cru? Ta vie se trouve donc entre mes mains. C'est assez te faire comprendre que j'exige de toi la plus entière obéissance.

« Donc, écoute-moi!

« Pierson est mort au bagne. J'ai réussi tellement à le convaincre de mon repentir, qu'il m'a chargé de deux lettres avant de tourner l'œil. L'une était pour un *English*, son beau-frère; l'autre pour son fils. Je n'ai pas remis la seconde, et pour cause!

« Comme je caressais mes fers tous les soirs avec une petite lime du plus fin acier, le jour même du décès de mon ancien patron, je me trouvais sur la route de Paris, libre comme l'air... et je suis maintenant dans une maison de campagne aux portes de Sèvres.

« Viens, et demande le neveu de lord Marchestal. Je te communiquerai mon plan.

« Pour l'heure, il ne s'agit que d'empêcher certaine nourrice et certain Ernest Pierson de rôder dans le domaine que j'exploite, comme aussi de forcer au silence une ex-débilitante de rogomme, dont je crains les souvenirs.

« Cesera ta besogne.

« La mienne sera de manœuvrer autour du coffre-fort d'un oncle archimillionnaire. Il y aurait bien un mariage, une dot superbe à enlever... Je t'attends pour tenir conseil.

P.... F....

On trouva la lettre que le malheureux père d'Ernest écrivait à son fils.

Le jeune homme la déploya d'une main tremblante et s'agenouilla pour en faire la lecture.

« A mon lit de mort, et en présence de Dieu qui va me juger, mon cher enfant, je te jure que je n'ai pas commis le crime pour lequel les hommes me châtieront. Le vrai coupable est à mon chevet. Il me conjure de lui pardonner... Hélas! je n'aurais plus la force de maudire! J'ai sa promesse. S'il parvient à s'enfuir du bagne, il te cherchera pour te donner cette lettre... car je ne sais où te l'adresser... Depuis mon injuste condamnation je n'ai plus de famille.

« Pour unique héritage, ô mon Ernest, je te laisse, avec ma dernière bénédiction, le soin de réhabiliter ma mémoire... Adieu! adieu!

Le lendemain, les journaux annonçaient qu'un forçat, évadé de Toulon, venait d'être repris dans les alentours de la capitale.

Ce lugubre tableau du crime, déroulé sous leurs yeux, laissa longtemps une teinte de tristesse sur le front des habitants de la maison de campagne de Sèvres. Mais, lorsque la réhabilitation de son père fut solennellement proclamée, le jeune artiste épousa la fille du lord, et la joie reentra dans tous les cœurs.

John oublia son âge et se crut dix-huit ans, le jour de sa nocce avec l'espégle Rosine.

La vieille Medeleine ne quitta plus ses enfants, et lord Marchestal passa le détroit pour aller siéger à la chambre haute.

ependant, lorsque votre père ne sera plus là pour vous inspirer de ces conseils, on pourra peut-être oublier en vous le prince pour ne voir que le marin, et vous confier, à ce titre, quelque petit brick à commander.

Signé : Le président de la République.

IV.

#### Lettre au ci-devant duc d'Aumale.

Citoyen,

J'écris par le même courrier à votre frère Joinville une lettre dont vous pourrez prendre votre part. Je vous engage à la patience. Je vous ai prêché d'exemple. Il m'est impossible de mieux faire.

Signé : Le président de la République.

#### De l'instruction du Peuple.

(Deuxième article.)

Nous avons en France, à la tête de la civilisation, deux autorités, deux puissances intellectuelles et morales, appelées par leur union à faire progresser les hommes, et dont l'accord parfait, s'il était possible, produirait les plus heureux résultats. — Ces deux puissances sont l'Université et le Clergé.

Malheureusement, toutes deux jalouses de leur pouvoir, ces deux autorités sont le plus souvent en opposition, cherchant à à paralyser mutuellement leurs efforts, et se livrant par une guerre ouverte ou clandestine, des combats qui ne font qu'exacerber davantage leur haineuse jalousie.

Le clergé, aristocratie vivace et toute-puissante encore, ne pouvant oublier son pouvoir d'autrefois, tend sans cesse à ressaisir une autorité dont le souvenir est pour lui un amer regret. Son unique but, son désir de tous les instants, c'est de recouvrer une toute-puissance perdue, et, pour y parvenir, rien n'est oublié.

Retarder, entraver, ruiner, anéantir l'instruction publique, c'est-à-dire s'en emparer. Voilà son désir poursuivi de toutes les manières et par tous les moyens possibles.

Avec la loi sur l'instruction publique de 1830, il essaie d'entrer en lutte, en opposant aux élèves des écoles normales primaires des attaques perfides et ses nombreux frères ignorants. Forcé de se mettre au niveau de l'instruction actuelle, le clergé semble vouloir prendre lui-même l'initiative, à l'entendre, son seul but, son plus ardent désir, c'est d'instruire le peuple; mais, laissez-le seul un instant, jetez entre ses mains tout le soin de l'instruction, et vous verrez!

A côté de cette vieille aristocratie protectrice de l'ignorance, s'élève l'Université, composée de tout ce qu'il y a de plus éminemment instruit dans l'univers, d'hommes entièrement dévoués aux sciences et au bien public, et par cela même ennemis-nés du clergé.

Aussi, il n'est pas d'avaries que les prêtres ne déversent sur l'Université, il n'est pas de calomnies dont ils ne couvrent les membres de ce corps; ils prêchent contre eux au confessionnal et dans leurs mandements.

Quand l'opinion publique leur est contraire, ils font de la propagande en secret, et dénoncent aux dévotés et à leurs familiers ceux qu'ils n'aiment pas; mais dans des temps plus heureux, ils attaquent ouvertement et calomnient avec audace.

La grande question de l'avenir, la question de vie et de mort, — c'est l'instruction du peuple; aussi le comprennent-ils bien, eux, qui s'efforcent, par tous les moyens possibles, de s'emparer de l'instruction publique afin de pouvoir maintenir plus longtemps le peuple dans l'ignorance.

Rois, prêtres et nobles, tous sont unis et marchent d'un parfait accord pour arrêter le développement de l'intelligence humaine. Ne sont-ce pas eux qui élèvent vos enfants et qui leur disent : « N'examinez pas, mais croyez-nous ? » — N'est-ce pas ainsi que vous fûtes élevés vous-mêmes, ne vous conduisez-vous pas encore d'après ce principe ? Et pourtant, ce principe, c'est la mort de toute liberté. Ne savez-vous donc pas que nous sommes tous enfants du même père et conviés au même banquet ? Ne savez-vous donc pas que le livre de la vérité est écrit pour tous ? — Si donc quelqu'un vous dit : N'examinez pas ! répondez : — Arrière de moi, Satan, car il est écrit : Examinez et scrutez !

Le christianisme renfermait la vraie semence du bonheur pour l'humanité; et s'il n'a pas produit tout le bien qu'en attendait son auteur, c'est qu'il parut quand le monde ne pouvait encore le comprendre. Le Christ mourant avait reconnu les hommes trop faibles pour sa doctrine, et il leur laissa des tuteurs pour les conduire, et les tuteurs qui succédèrent aux premiers, abusant de l'ignorance du peuple, profitèrent bientôt de ce divin legs pour corrompre la doctrine et faire leur proie de l'humanité.

Le germe sacré de la régénération sociale avorta dans leurs mains; mais ce ne sera pas pour toujours... Levez la tête ! ne voyez-vous pas cette agitation de la pensée, cette inquiétude de l'esprit qui pousse les nations vers la lumière ? Encore quelques années, et le vieux levain sera changé; un nouveau Messie viendra et il chassera devant lui avec un fouet tous ces vilains mercenaires qui ont fait de ce monde une caverne de voleurs.

Et c'est par l'instruction du peuple que toutes les grandes choses que nous attendons de l'avenir, recevront leur accomplissement; c'est par l'instruction du peuple que nous deviendrons véritablement libres; oui, c'est par l'instruction du peuple que l'Égalité et la Fraternité se donneront un jour la main sur cette terre, aujourd'hui désolée par l'égoïsme et par la corruption.

#### GUERRE DE HONGRIE.

BATAILLE DE BELDAMIR.

Si l'on en croit les journaux autrichiens, les seuls qui nous parviennent, les Hongrois, depuis que la lutte est commencée, n'auraient éprouvé que des revers.

Le 15, Windischgrätz avait transféré son quartier-général à Petronelk; le ban Jellachich est à Bruck; 85,000 hommes et 272 canons opèrent dans toutes les directions, sur la Marche et la Leitha.

Le 15, on a entendu à Vienne la canonnade, et, suivant des nouvelles de Vienne du 17, le résultat des opérations de la Marche et de la Leitha était jusque-là le suivant :

Windischgrätz avait fait jeter un pont près de Haimbourg, où il avait établi son quartier-général. Le lieutenant-feld-maréchal comte Urbna opérait le long de la Marche; le général Simonich avait occupé Tynau dès le 13, et avait pris aux Madgyars leurs retranchements. Il opère à Presbourg, où tout se préparait à se soulever.

Jellachich avait franchi la Leitha le 16, incendié Parendorf, pris les retranchements, et s'avancait contre Altenbourg. Son quartier-général était, le 16 au soir, à Nickersdorf; ses avant-postes à Wisselbourg. La brigade du général Horwarth a quitté Wiener-Neustadt dans la nuit du 16, et occupe Oldenbourg.

Un avis officiel suivant annonce la prise d'Eperies et la marche du comte

Schlick jusqu'à Kaschau :

« Un courrier arrivé cette nuit du quartier-général du feld-maréchal a apporté la dépêche officielle suivante :

« Dans la bataille de Beldamir, non loin Koszycée, bataille qui s'est prolongée jusque dans la nuit du 11, la victoire s'est tournée du côté de l'armée impériale, après un combat de six heures contre un ennemi fort de 25,000 hommes. Le général est entré en vainqueur à Koszycée. Les vainqueurs ont fait, en outre, un riche butin.

« Cracovie, 16 décembre 1848.

« LENDRITSCH, feld-maréchal impérial. »

Les feuilles autrichiennes ajoutent que partout de ce côté le drapeau impérial a été arboré et que les habitants ont reçu les soldats comme des libérateurs.

Un autre combat a dû être livré entre Raab et Comorn aux Madgyars. On s'est battu aussi près de Gelinka.

La guerre continue dans le Sud.

Les Madgyars ont entrepris contre les Slaves méridionaux une attaque combinée, qui, suivant les uns, a complètement échoué, suivant d'autres a réussi en partie et a fait tomber aux mains des Madgyars l'importante forteresse d'Arad.

On écrit de Belgrade que les Hongrois ont fortifié le passage sur la Drave. Le corps de Percel s'est divisé; une partie s'est dirigée sur Wardei, l'autre sur Letyne.

Kossuth a été autorisé par la diète à émettre pour 60 millions de billets de banque, ce qui fait 160 millions de florins de dette publique directe de Hongrie.

La Transylvanie se calme peu à peu, mais le pays est horriblement ravagé.

La nouvelle donnée par la Gazette de Breslau que les Russes étaient entrés à Cronstadt ne se confirme pas.

#### ATTITUDE GUERROYANTE DE LA PRUSSE.

Le gouvernement prussien, fidèle à ses traditions gallophages, fait semblant de craindre pour les provinces rhénanes.

Tous les ministres ont eu, le 18 décembre, une longue conférence dans laquelle ils se sont occupés plus particulièrement de l'attitude à prendre par suite du changement qui vient de s'opérer de la position de la France. Le résultat de cette conférence est de la plus haute importance. On y a pris la résolution positive que tout le ministère se retirera, et l'on a décidé d'informer le roi de cette résolution.

La Gazette de Cologne donne cette nouvelle pour positive, mais sans pouvoir dire exactement à quelle époque aura lieu la retraite du cabinet. Le ministère a résolu unanimement de recommander au roi M. de Wincke comme chef du futur cabinet.

Le général Wrangel partirait très-incessamment pour les bords du Rhin. Ce qui rend cette nouvelle probable, c'est qu'on s'imaginerait à Berlin d'après des personnes bien au courant des affaires, que la tournure que prennent les affaires en France autorise à douter que le maintien de la paix soit bien assuré.

On assure que M. de Wincke est partisan de l'acceptation de la couronne impériale allemande de la part du roi de Prusse.

#### MESSAGE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS.

A l'ouverture de la session du congrès américain, qui a eu lieu le 5 de ce mois à Washington, M. Polk, président de la République, a présenté son message. On sait que les pouvoirs de M. Polk expirent dans trois mois, et le 3 mars prochain, l'administration actuelle sera remplacée par M. Taylor, le nouveau président qui vient de triompher dans les dernières élections.

Nous avons sous les yeux ce document politique. M. Polk y fait l'histoire des États-Unis pendant les quatre années qui viennent de s'écouler.

Son discours est trop étendu pour que nous puissions le reproduire en entier. Nous nous bornerons à en donner l'analyse.

M. Polk, parlant d'abord de la politique générale, rappelle à ses concitoyens que ce qui les a placés si haut dans l'estime des peuples, ce qui leur a tant donné d'influence et de richesse, c'est surtout le soin que le gouvernement a mis à faire le moins de diplomatie possible, et à s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures des autres peuples.

M. Polk s'étend longuement sur les points principaux de son administration, il prend l'initiative d'une réforme postale qui fixera à un tarif uniforme de cinq centimes le port des lettres, sur toute la surface du territoire.

Le président de la République des États-Unis a, dans l'espace de quatre ans, conclu des traités de commerce avec plusieurs gouvernements en Europe, avec les principales tribus indiennes, et il a ajouté au territoire de l'Union un pays d'une étendue immense.

Le message appelle particulièrement l'attention sur une conquête fort importante, celle de la Californie, de l'Asie, de la Chine, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

M. Polk entre dans une discussion approfondie du système dit système américain, qui avait pour but de favoriser la minorité au profit des masses. « On créa alors, dit-il, un système de mesures destinées à confier graduellement et silencieusement le pouvoir aux États et à la masse du peuple, et, en outre, à rapprocher notre gouvernement des modèles qu'offrait l'Europe, en substituant l'aristocratie de la richesse à celle des ordres et des titres. »

L'effet général du système américain fut, dit M. Polk, de rendre le riche plus riche et le pauvre plus pauvre. Il créait des distinctions basées sur la richesse et escamotait le pouvoir au profit des classes favorisées. Il amena dans le pays des moments d'apparente prospérité suivis de désastreuses révolutions commerciales; il conduisit la grande crise de 1837.

Cette douloureuse expérience ne doit pas être perdue, et l'on doit combattre avec vigilance tout ce qui tendrait à un retour vers un pareil ordre de choses.

M. Polk exprime les sympathies du peuple des États-Unis pour les peuples, et particulièrement pour la jeune République française, dont l'avènement a été accueilli par le gouvernement et par le peuple américain avec bonheur et enthousiasme.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE. — SALLE DES PAS-PERDUS.

Voici la liste des commissaires nommés dans les bureaux pour préparer le projet de loi électorale : les citoyens Tocqueville, Bayolle, Regnard-Lagarde, Donesnel, Charten, Freslon, Verni, Billault, Lignier Durand (de Remorantin) Charlemagne, Lefranc (Victor), St-Romme.

— Le comité des finances s'est occupé ce matin, de l'examen du crédit extraordinaire de 600,000 fr., à ouvrir pour les affaires de la Plata.

Le comité a décidé qu'il demanderait communication des instructions remises à notre agent à Montevideo et des dépenses, ressources et forces dont peut disposer cette République.

#### Actes Officiels.

Le président de la République arrête ce qui suit :

Le citoyen Troplong conseiller à la cour de cassation, est nommé premier président de la cour d'appel de Paris, en remplacement du citoyen Séguier, décédé.

— Le Moniteur du soir annonce que le citoyen Thiers a reçu et accepté la mission de représenter la France au congrès de Bruxelles, où vont se débattre les destinées de l'Italie et la paix de l'Europe.

— Le général de division Jérôme Bonaparte est nommé gouverneur de l'hôtel des Invalides en remplacement de M. le maréchal Molitor.

M. le maréchal Molitor est nommé grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, en remplacement de M. le général de division Subervic.

— M. d'André est nommé chef du cabinet du ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. J. Netzel, démissionnaire depuis le 14 décembre.

— Un arrêté du gouverneur général des établissements français dans l'Océanie, a autorisé les capitaines de navires à vendre eux-mêmes leurs marchandises, soit en rade, soit à terre, sans être tenus de recourir, comme par le passé, à l'entremise des consignataires.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Paris, le 23 décembre 1848.

Nous avons eu aujourd'hui dimanche une grande revue des gardes nationales de la Seine et des troupes de ligne de l'armée de Paris. La toilette du président a beaucoup préoccupé son entourage et le conseil. Eh ! messieurs, nous n'avons pas oui dire que Robespierre ou Barras eussent de pareils préoccupations, et qu'il leur eût pris la fantaisie de s'affubler de grosses épaulettes, comme vient de le faire le nouvel élu.

Est-ce qu'il tiendrait à nous rappeler le costume de Strasbourg ou de Boulogne ? ce serait une double faute. Le citoyen Bonaparte a droit à la large ceinture et aux crêpines d'or, mais il n'est rien dans l'armée, pas même petit caporal. Nous l'engageons donc à ne plus tenter cette première usurpation ; en France, les usurpations ne sont plus possibles. Nous verrons si un sentiment de convenance n'amènera point le président à paraître, une autre fois, dans le costume vrai de ses fonctions ; et s'il poussait l'oubli du devoir, dans cette circonstance, jusqu'à donner l'exemple du manquement aux lois et règlements militaires, espérons qu'il se trouverait dans l'Assemblée nationale quelque officier supérieur assez indépendant pour en demander compte au ministre qui aurait sanctionné par sa présence cette flagrante illégalité.

— Hier soir, après la séance publique du conseil général, à l'Hôtel-de-Ville, présidée par le citoyen Arago, il y a eu séance secrète.

Il est question que l'Hôtel-de-Ville va offrir un grand banquet au président de la République et à ses ministres.

— On assure que le président de la République, informé que des cris inconstitutionnels devaient être proférés à la revue de ce jour, a donné les ordres les plus sévères pour que les auteurs soient immédiatement mis sous la main de la justice. Son ambition, en effet, ne va pas jusqu'à être encore empereur, mais le titre de président à vie ne le désobligerait pas. On se rappelle comment procéda le consul Bonaparte. Quoi qu'il en soit, il ne veut pas de précipitation et surtout pas d'illégalité. L'Assemblée nationale sera consultée à l'occasion pour reviser dans ce sens l'art. 45 de la constitution. Cette légalité nous convient sous tous les rapports, mais elle nous donne dès à présent la mesure de la surveillance que chacun doit apporter aux droits qu'il tient de la constitution et aux devoirs qu'elle lui impose.

— Déjà la réunion de la rue de Poitiers menace de briser avec le président de la République : Un mot de son discours leur a paru trop directement dirigé à son adresse. Un réactionnaire veut bien l'être, mais il ne souffre pas qu'on le lui dise.

— On annonce pour mardi le manifeste du cabinet présidentiel. On pense que malgré la résistance opposée par la majorité de ses membres aux inspirations d'amnistie du président, il sera néanmoins inséré dans le manifeste une assurance formelle à cet égard.

— Le Moniteur du soir cherche à reconquérir le caractère semi-officiel qu'il avait depuis longtemps. Mais rien n'est encore décidé à cet égard ; c'est ainsi qu'il faut se défier encore de la nouvelle qu'il donne de l'envoi du citoyen Thiers à Bruxelles pour y représenter la République dans le congrès relatif à la question austro-italienne.

— On parle d'une protestation collective de la part de plusieurs légions de Paris contre la décision ministérielle qui investit le général Changarnier du triple commandement de la garde nationale de la Seine, de la garde mobile et de la troupe qui fait partie de la première division militaire. Cet empiétement du pouvoir, qui avait éveillé de justes alarmes, devait amener une réclamation qui mérite d'être prise en considération.

— On donne comme probable la nomination de M. Recurt, dernier préfet de la Seine, à la direction générale des hôpitaux,

— Le Gouvernement vient de décider la création d'un vice-consulat à Castroville, sur le Rio-Grande (au Mexique), où il existe une colonie française fort importante.

— Le procureur de la République près le tribunal de la Seine, le citoyen Pinard, qui avait envoyé sa démission au ministre de la justice, vient d'en recevoir une lettre très-flatteuse, portant refus de cette démission, et invitation de continuer à mettre ses soins et son dévouement au service de la République.

— Les solliciteurs affluent au palais de l'Élysée-National ; mais leurs demandes sont condamnées pour plusieurs semaines à un oubli complet. Les mutations qui pourraient avoir lieu ne devant être faites que successivement, et à la condition que les fonctionnaires ou employés actuels ne seront pas hostiles au Gouvernement, et qu'ils ne seront pas repoussés par les populations.

— Les nombreux employés auprès de la personne du Président, paraissent tenir à être logés dans l'intérieur de l'Élysée. Le prince, comme ils l'appellent, ne serait pas fâché d'avoir un entourage important, mais la disposition des lieux s'y op-

pose formellement. Aussi règne-t-il dans ce petit palais un encombrement difficile à décrire, et des rivalités qui seraient amusantes si elles n'étaient pas ridicules.

— Un journal annonce que le citoyen Ad. Debelleyne, fils du président du tribunal de la Seine, a été nommé chef du cabinet du ministre de la justice.

— Le bruit s'est répandu aujourd'hui que le cabinet était d'avis de ne pas convoquer le collège électoral de la Seine pour procéder au remplacement du citoyen Bonaparte, qui vient d'être nommé président de la République. Nous n'osons croire à une semblable détermination, car elle serait la négation la plus complète des droits du département de la Seine dans la représentation nationale. En effet, la position du président lui permet de par la constitution de se faire représenter par un message, chaque fois qu'il a des communications à faire à l'Assemblée nationale, il en résulte qu'il n'assistera jamais aux séances, et que le département de la Seine sera incomplètement représenté. Si nous examinons le fait à un autre point de vue, nul ne serait tenté de prétendre que le président puisse siéger comme simple représentant, et peser par son influence incontestable sur les décisions de l'Assemblée. D'ailleurs, ce que nous constatons aux ministres qui ont été forcés d'entrer dans l'Assemblée, et qui ne sauraient être légitimement juges et parties dans leurs propres actes, nous le constatons *a fortiori* pour le président de la République, qui ne peut conserver à son profit deux fonctions ayant des attributions tout-à-fait opposées.

— Les femmes qui, depuis la Révolution de Février, avaient été tolérées dans la galerie supérieure de la Bourse, pendant l'ouverture du parquet, en ont été expulsées dès hier sur un ordre donné par le nouveau ministre des finances.

— Le président de la République a désigné les officiers de son état-major particulier. Ce sont : le colonel Ambert, les chefs d'escadron Pajot, Edgar, Ney et Fleury, et le capitaine Filippi.

— Le ministre de la guerre et le préfet de la Seine ont ordonné la suppression de la formule républicaine pour toute la correspondance de leur administration.

Le mot *monsieur* est substitué à celui de *citoyen*.

On ne fera plus usage de la formule *salut et fraternité*; elle sera remplacée par l'ancienne formule monarchique, qui varie selon le rang, le titre et la classe des personnes à qui on s'adresse. *E semper bene.*

— Un rassemblement a eu lieu hier, rue Vivienne, 53, en face d'un tailleur qui avait fait poser l'enseigne suivante : *Chanel, tailleur de S. A. I. le prince Louis-Napoléon.*

On a fait enlever cette enseigne dans la journée.

— Les citoyens Pierre et Jérôme Bonaparte, cousins de la République, sont, dit-on, nommés colonels d'état-major de la garde nationale.

— D'après le *Constitutionnel*, le citoyen Thiers n'a point accepté la mission de représenter la France au congrès de Bruxelles.

— *Dernières nouvelles.* (4 heures et 1/2.) — La revue se termine à l'instant. Aucun accident n'est venu troubler le défilé; le soleil qui n'avait paru qu'à 11 heures, a constamment brillé jusqu'à la fin de la journée.

Vers 3 heures, un incident, qui est malheureusement emprunté au souvenir de l'expédition de Boulogne, est venu égarer les spectateurs. Un aigle a paru dans les airs; mais cet aigle était en papier. Sa colonne vertébrale était une baguette en roseau, sa queue et ses ailes étaient aussi en papier, et en y regardant de près on y voyait une ficelle conductrice. L'aigle-volant est venu s'abattre sur la place de la Concorde. Pendant ce temps, l'ex-roi Jérôme, en uniforme de général, chapeau de maréchal, bordé de plumes blanches, est venu se placer au grand balcon du ministère de la marine où était sa fille, Mme Demidoff et plusieurs autres personnes de la famille.

A 4 heures, Jérôme Bonaparte est parti en voiture pour aller attendre, à l'Elysée-National, son neveu, le président de la République, qui est arrivé chargé de pétitions. Au moment où les invalides armés de lances ont défilé devant Napoléon, il y a eu de grands cris d'enthousiasme. Le président s'est découvert et a embrassé le vieux général Petit qui était à leur tête.

— On avait fait disparaître aussi, le premier jour de l'installation du ministère, les mots : *Liberté, Egalité, Fraternité*, qui sont en tête de tous les actes officiels, mais sur l'observation d'un journal, cette devise a reparu au *Moniteur*.

— On va réduire le nombre des gardiens de Paris et augmenter le personnel des agents du service de sûreté.

— Le froid a fait suspendre, à Paris, tous les travaux de maçonnerie et de charpente.

— La Seine charrie des glaçons.

— Depuis l'avènement de Louis-Napoléon à la présidence de la République, la dénomination de *citoyen*, employée par le *Moniteur* à l'égard des fonctionnaires publics, a disparu pour faire place à celle de *monsieur*.

## Chronique locale.

Dimanche dernier, les délégués des diverses sections des Droits de l'homme se sont réunis en banquet fraternel dans la vaste salle du Prado, à la Guillotière. Près de six cents personnes ont pris part à cette fête de famille. La plus cordiale gaieté, l'ordre le plus parfait, n'ont cessé de régner pendant tout le repas, après lequel divers toasts ont été prononcés et chaleureusement applaudis. Nous regrettons que l'abondance des matières nous empêche de reproduire ces toasts, où respirent les principes les plus purs de la fraternité et du socialisme.

— On nous assure que la société des droits de l'homme est dans l'intention d'établir diverses écoles où les principes républicains seraient inculqués à la jeunesse; les instituteurs recevraient un traitement fixe, au moyen d'une cotisation de cinq ou dix centimes payés toutes les semaines par chaque membre de la Société.

### Spectacles du 26 décembre.

GRAND-THÉÂTRE. — Charles VI.

CÉLESTINS. — Le Livre Noir, dr. : la Noie de St-Flour, v. ; Tiridate, tend.

## Départements.

Le département de la Moselle a été fort agité par les dernières luttes électorales. Le préfet Billandel a donné sa démission avant de savoir le résultat définitif des élections pour la présidence, ne voulant plus administrer un pays où ses préférences politiques avaient subi un si cruel échec.

Mais un événement plus grave est venu troubler profondément tous les citoyens. M. Lambris, lieutenant-colonel de la garde nationale, républicain de vieille souche, a ressenti avec tant de violence l'élection du citoyen Bonaparte, qu'il n'a pu survivre à ce qu'il regardait comme la chute de la République.

Le citoyen Lambry s'est tué d'un coup de pistolet. Les républicains de Metz ont suivi en foule le convoi de leurs frères, auquel le clergé de Metz a refusé ses prières. Quelques rassemblements se sont formés devant l'évêché; des cris insultants ont été la seule manifestation qu'on se soit permise contre l'intolérance des prêtres. (Peuple.)

## Angleterre.

LONDRES, 22 décembre. — Lord Palmeston a adressé aux lords de la trésorerie une lettre dans laquelle il leur annonce que la province de la Haute-Californie, dans laquelle se trouve situé la baie de Saint-Francisco, a été cédée par le Mexique aux Etats-Unis, conformément à l'article 4 du traité conclu entre les deux puissances le 2 février dernier, et que le gouvernement britannique ne contestait pas cette cession, la Haute-Californie doit être considérée comme faisant partie des Etats-Unis. Copie de cette lettre a été transmise aux officiers des douanes dans le royaume, pour leur servir de gouverneur.

Le duc de Guiche est arrivé à Londres venant de Paris; il doit, dit-on, épouser sous peu de temps miss Mackieon.

## Allemagne.

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN, 19 décembre. — Aujourd'hui, l'Assemblée nationale a nommé la commission chargée d'examiner le programme du nouveau ministère et les conditions qu'il lui ferait. La majorité des membres de la commission est défavorable à la politique de M. de Gager. Ce qui s'est passé hier et aujourd'hui a dû convaincre M. Gager que son opinion, sur la question autrichienne, était en minorité dans l'Assemblée constituante.

VIENNE, 14 décembre. — Aujourd'hui, plusieurs bataillons sont partis. On croit que l'armée qui attaquera les Hongrois sera forte de 160,000 hommes; mais on ne croit pas que la ville d'Oldenbourg ait fait sa soumission aux troupes impériales.

Du 15 décembre. — La nuit dernière, le feld-maréchal prince de Windischgrätz a établi son quartier général dans Fischheim. Le baron Jellachich est venu le voir à Hainbourg. On croit qu'il traversera le Danube en cet endroit et que de Döbbschhof, il opérera contre Presbourg.

Aujourd'hui toutes les troupes autrichiennes, fortes de 85,000 hommes et 292 canons sur la Leitha et sur le March, commencent les opérations. Vers midi on a entendu le bruit du canon.

CRACOVIE, 13 décembre. — L'empereur de Russie fait, dit-on, de grands préparatifs pour décider du sort de l'Europe, l'épée à la main. Voilà pourquoi les forces militaires de la Russie sont concentrées aux frontières de l'empire. L'empereur Nicolas aurait, assure-t-on, déclaré formellement qu'il ne souffrirait pas qu'un peuple révolté s'insurgât contre la puissance et les lois de son frère, et que pour faire respecter ces lois, il était prêt à faire entrer en Prusse 500,000 braves soldats.

— La Gazette d'Augsbourg du 19 décembre annonce qu'elle a reçu, par la voie d'Agram, la confirmation de la nouvelle que la Diète de Hongrie a considéré comme nuls et non avenue, par rapport à elle, l'abdication de l'empereur Ferdinand, la renonciation de l'archiduc François-Charles et l'avènement de l'empereur François-Joseph, attendu que, d'après la Constitution de la Hongrie, il ne peut y avoir lieu à un changement de règne que dans le cas de mort du souverain régnant.

PRUSSE. — BERLIN, 19 décembre. — Hier, les ministres ont résolu de se retirer et de faire part de leur résolution au roi. Le fait est certain, mais nous ne savons pas encore à quelle époque précise le ministère se retirera. Les ministres ont cru devoir indiquer immédiatement au roi leurs successeurs, qui seraient MM. de Winck, comme président du conseil et ministre de l'intérieur; le président de Wentzel, ministre de la justice; le général-major Kaiser, ministre de la guerre, et M. le comte Bulow, ministre des affaires étrangères.

Le roi songe, dit-on, sérieusement, quoique le fait puisse paraître invraisemblable en ce moment, à rappeler M. de Bodelschwingh, si le ministère se retire.

Le 21 courant, notre garnison sera diminuée par le renvoi des réserves.

AUTRICHE. VIENNE, 17 décembre. — On annonce que Venise a conclu une armistice de deux mois sous la condition que l'on continuerait les négociations pour l'indépendance de l'Italie. Les bourgeois peuvent déjà franchir les barrières, et des vivres sont transportés dans la ville.

— On lit dans les feuilles de Francfort :

— Il est question de convoquer un congrès de princes allemands pour régler les affaires du pays. Cette nouvelle mérite cependant confirmation.

— L'état de siège de Berlin durera, à ce qu'on croit, jusqu'après l'ouverture de la session des chambres; à l'époque des élections, il sera accordé de la liberté pour les réunions électorales.

— On parle beaucoup, à Stuttgart, d'une alliance entre les petits Etats Allemands pour former un *Sunderbund* du centre et du midi de l'Allemagne, dans le but de contrebalancer l'hégémonie prussienne, à laquelle la Bavière, le Wurtemberg, Bade, la Saxe et le Hanovre, refusent de se soumettre.

## Espagne.

MADRID, 15 décembre 1848. — Le ministère vient de traverser une crise périlleuse; il a donné sa démission en masse; mais la reine ne l'a pas acceptée.

La nouvelle opposition modérée prend beaucoup d'accroissement; elle est pleine d'audace, et vient de le prouver en essayant ses forces contre Narvaez. Par suite, le sieur Vasalle, gentilhomme de la reine, le comte de Cumbres-Alta, grand écuyer de S. M., et le marquis de Santiago, colonel du régiment des grenadiers de la reine, ont été destitués et exilés.

Leurs partisans sont fiers de cet acte de courage, de cette démonstration; mais, comme ils ont un but à atteindre, qu'ils n'entendent pas s'arrêter en si beau chemin, tout retard, tout contre-temps leur est sensible, et les contrarie; aussi ils crient bien haut et se disposent à demander au gouvernement des comptes sévères.

L'ouverture des cortès a eu lieu aujourd'hui par S. M. en personne. La reine a récité un long discours, le plus maladroit, le plus ridicule, qu'on ait jamais entendu. Qu'il vous suffise de savoir que les ministres font dire à S. M. qu'il n'y a plus d'insurgés qu'en Catalogne, tandis que la veille, l'*Heraldo* était obligé d'avouer qu'un nouveau parti carliste, fort de 100 hommes, venait de se soulever en Castille. Le reste du discours est tout de cette force; c'est la bonne foi qui distingue les actes du parti modéré qui a présidé à sa rédaction. (Le Peuple de Bayonne.)

## Nouvelles diverses.

Nous laissons commenter à nos lecteurs les lignes suivantes de la *Patrie*, que nous leur livrons sans réflexions :

« Les salons les plus en renom de Paris, avaient décidé qu'ils se rouvriraient aussitôt après l'élection du citoyen Bonaparte à la présidence de la République. On assure que le 25 décembre est le jour fixé pour l'ouverture des salons qui veulent inaugurer cette ère de régénération. »

— D'après le même journal, une foule composée en grande partie d'ouvriers a salué des cris de vive Louis-Napoléon, le président de la République, qui se promenait dans le jardin de l'Elysée-National. Nous avons d'assez bonnes raisons de croire que de la part des ouvriers, cet enthousiasme ne sera qu'un feu de paille.

— On annonce que le citoyen Napoléon Bonaparte va être appelé aux fonctions de chargé d'affaires à Londres.

— Le général Bertrand vient d'être nommé directeur général du personnel et de l'administration de la guerre.

— Le conseil des ministres vient, à ce qu'on nous assure, de décider qu'une amnistie générale aurait lieu. Nous donnons cette nouvelle sous toutes réserves.

— Des distributions de secours à domicile doivent avoir lieu à l'occasion de la proclamation du président de la République.

— Le fameux diamant le *Koh-i-noor*, (le plus gros et le plus précieux du monde), dont les Anglais se sont emparés, sous prétexte de trahison du souverain de Lahore, va être apporté en Angleterre où, dit le *Times* : « Il sera au moins un ornement digne de notre reine, qui est elle-même l'exemple le plus brillant des reines que nous ayons eues. » Vils flatteurs!

— Le citoyen Falloux, va dit-on, présenter un projet de loi sur la liberté de l'enseignement. Ce n'est qu'à cette condition qu'il serait entré au ministère.

— Des soldats du génie travaillent activement aux remparts des forts détachés et préparent des embrasures qui doivent recevoir la bouche des canons.

Est-ce dans la crainte d'une invasion étrangère que ces travaux ont lieu? ou bien est-ce une menace tacite au peuple de Paris?

— Le thermomètre de l'ingénieur Chevalier marquait le 23, à 7 heures du matin, 6 degrés 2,10° au dessous de zéro.

— Le président des Etats-Unis a donné son message annuel. Ce document, d'une longueur démesurée, a principalement trait aux intérêts locaux et à la position des Etats-Unis, vis-à-vis du Mexique. En ce qui concerne la France, les expressions du message sont fort amicales.

Le directeur-gérant, FAURÈS.

Imprimerie de veuve Arné, gr. rue, Mercière, 44.

## ANNONCE LÉGALE.

Eude de M. MORILLON, avoué à Lyon, rue St-Pierre, 23.

VENTE FORCÉE,

EN BLOC,

Qui aura lieu le 18 janvier 1849, à midi,

Devant M. HODIEU, notaire à Lyon, rue St-Pierre, 23, en son étude.

D'UN

FONDS DE FABRIQUE DE PEIGNES

POUR LA FABRIQUE DE LA SOIERIE,

Situé à Lyon, rue du Commerce, n° 17.

## ANNONCES.

AVIS.

Jeudi prochain, 28 décembre courant, dans un vaste local, sur le Cours, près de la passerelle du Collège; ouverture de la Ménagerie, composée de 40 animaux et d'un grand et magnifique rhinocéros vivant.

## Rhumes, Toux, Catarrhes.

Ce pectoral que les médecins prescrivent contre les maladies de poitrine, dont la réputation s'accroît chaque jour, est le sirop pectoral de Mou-de-Veau, préparé par Quer ainé. Il calme la toux, facilite l'expectoration et la respiration, apaise l'irritation, les douleurs d'estomac et répare les forces.

Se vend toujours à Lyon, rue de l'Arbre-Sec, 31.

Prix : 2 fr. la bouteille, et 2 fr. 25 cent. dans les dépôts.

VENTE A L'AMIABLE

BELLE ET GRANDE

## PROPRIÉTÉ

Située en l'île de Porquerolles, commune d'Hyères (Var).

Cette propriété, de la contenance totale d'environ 750 hectares, se compose de maison de maître, avec bâtiments d'exploitation; de 60 hectares en jardins, terres, vignes et luzernières d'un bon produit; de 600 hectares en bois de diverses natures, produisant également un bon revenu; de plusieurs baux et d'une rente en argent s'élevant annuellement à 4,850 fr.

Cet immeuble est appelé à recevoir un accroissement de valeur considérable par les défrichements successifs qui peuvent y être faits facilement. Il est susceptible d'être divisé en plusieurs pièces.

Outre la culture principale de la vigne, le sol est très convenable à celle de l'olivier, figuier et autres récoltes méridionales.

L'habitation y est aussi agréable que sanitaire par la bonté de la température exempte de toute gelée, de grêle et de brouillards.

S'adresser, pour les renseignements, à M. BONNET, quai de la Baleine, 14; ou sur les lieux, à M. Casuzar, propriétaire.

A VENDRE.

Une Machine à vapeur, de la force d'un fort cheval, avec sa chaudière et tous ses accessoires.

S'adresser, port des Cordeliers 57, au concierge.